

R1: Non à la réforme de l'AVS sur le dos des 99% !

Résolution du Comité directeur à l'intention de l'Assemblée des délégué-e-s du 24 avril 2021, en ligne

L'assurance vieillesse et survivants a été introduite en 1948, et avec elle le système social que la Suisse connaît actuellement. L'AVS détermine des rentes qui se trouvent à des niveaux similaires pour toutes et tous, ce qui bénéficie aux petits et moyens revenus. Mais le caractère solidaire de l'AVS ne tient pas qu'à son action redistributive. De nos jours, on oublie trop facilement que l'AVS, depuis sa création, est aussi un projet central de la solidarité générationnelle. La jeune génération en profite tout particulièrement : l'AVS garantit que nous n'ayons pas à subvenir seul-e-s aux besoins de nos parents et grand-parents âgés. Et à l'inverse, elle nous garantit une base de sécurité financière dans nos vieux jours, même si nous n'avons pas de famille proche et n'avons pas pu amasser une importante fortune.

Ce modèle fructueux doit être préservé et renforcé. C'est pourquoi une révision de l'AVS est nécessaire. Une question est aujourd'hui ouverte : qui doit payer pour celle-ci - les 99% ou les 1% les plus riches ?

Sur ce terrain, la lutte des classes par le haut a commencé depuis longtemps : l'allongement de l'espérance de vie est présenté comme une charge pour la jeunesse, à laquelle il n'y aurait qu'une seule issue : une dévalorisation massive des prestations, ou une hausse de l'âge de la retraite.

Cette pseudo-logique apparaît clairement dans la prochaine proposition de révision du Conseil national et du Conseil des États : ils prévoient une hausse de l'antisociale TVA, ainsi qu'une hausse de l'âge de la retraite des femmes, qui est actuellement plus bas d'un an que celui des hommes. Pour faire passer cette réforme, la droite parlementaire ne manque pas une occasion de présenter l'âge de la retraite plus bas pour les femmes comme un scandale sur le plan de l'égalité.

Pourtant, leur profond désintérêt pour l'égalité transparaît clairement dans le silence de ces mêmes politicien-ne-s quant aux 108 milliards de francs d'écart salarial entre les sexes.

Le but de la majorité de droite est clair : ce sont les femmes qui devront porter les coûts de cette révision. Et ce n'est qu'une première étape ; en effet, la droite prévoit déjà d'autres propositions de réformes sur le dos des 99%.

Nous combattons avec conviction cette tentative perverse de créer la division entre les générations et les sexes. La prétendue nécessité d'une hausse de l'âge de la retraite n'existe pas - que ce soit pour les femmes ou pour tous les sexes. Une hausse de l'âge de la retraite serait une absurdité économique, tout particulièrement à une époque où la productivité augmente, et où nombre de personnes de plus de 50 ans ne parviennent plus à trouver de travail. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de réduire la durée de la vie active, assurément pas de la prolonger. Nous ne tolérerons pas non plus une diminution du montant des rentes ; à l'heure actuelle, pour de nombreuses personnes âgées, ces rentes sont déjà à peine suffisantes pour vivre.

L'AVS, en tant que part la plus solidaire de la prévoyance vieillesse, doit être renforcée et, à long terme, être étendue pour devenir une véritable retraite populaire, remplaçant les deuxième et troisième pilier.

La première étape dans cette direction sera une révision de l'AVS dans l'intérêt des 99%. Une option serait un impôt sur les successions, pour enfin renvoyer les privilèges patrimoniaux héréditaires à leur place : dans l'époque lointaine du féodalisme. En outre, l'assujettissement aux cotisations AVS doit enfin s'étendre à toutes les formes de revenu. Il n'est pas admissible que les 99% doivent payer

une redevance AVS sur chaque franc de leur salaire, tandis que le revenu du capital des plus riches reste intouché. C'est le devoir de la Jeunesse socialiste de lancer cette discussion, et de démontrer que nous n'avons pas à choisir entre des rentes décentes pour les aîné-e-s et des revenus corrects pour la jeunesse ; car nous pouvons avoir les deux, à condition d'être prêt-e-s à enfin faire passer à la caisse les 1% les plus riches.

C'est pourquoi :

- La JS Suisse combattra une réforme des retraites sur le dos des femmes et des 99% - si nécessaire au moyen d'un référendum.
- La JS demande à ce que les Chambres fédérales assujettissent enfin le revenu du capital à l'AVS, afin de financer l'AVS, et introduisent un impôt sur l'héritage.
- La JS Suisse développe donc sa propre proposition de réforme de l'AVS pour les 99%, et oppose une alternative à la lutte des classes par le haut.

Position du Comité directeur : accepter.